T089 — L'échec de la fin des Qing et du début de la République peut-il prouver que le peuple chinois ne pourra jamais être démocratique ?

Free China Movement

Version: as published 2026-11-22

© 2026 Free China Movement. All rights reserved.

Canonical edition: https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/fr-myths-t089-late-qing-early-republic-failure/

This document was generated from the final published text. The PDF is the authoritative download copy; the online edition above is the version of record.

L'affirmation, énoncée loyalement

L'argument se déroule ainsi. La Chine a essayé la démocratie une fois, à la fin de la dynastie Qing et dans les premières années de la République, et elle a échoué. La révolution de 1911 a renversé l'empire ; une république dotée d'un parlement, de partis politiques et d'un président a été proclamée ; en quelques années, l'expérience s'était effondrée en dictature, en fragmentation et en régime des seigneurs de la guerre. Si un peuple reçoit la démocratie et ne peut pas la conserver, l'échec doit révéler quelque chose de permanent chez ce peuple — sa culture, ses habitudes, son caractère politique. Par conséquent, conclut l'argument, le peuple chinois ne peut pas être démocratique, et de nouvelles tentatives sont futiles.

La version officielle de cette affirmation est énoncée dans le livre blanc du Bureau de l'information du Conseil des Affaires d'État, *China's Democracy* (2021). Sa première section rapporte qu'après la révolution de 1911, « 中国模仿议会制、多党制、总统制等西方政治制度模式的各种尝试都以失败告终 » — « les diverses tentatives d'imiter les modèles politiques occidentaux tels que le système parlementaire, le système multipartite et le système présidentiel se sont toutes soldées par un échec ». Le livre blanc traite cet échec comme le point de départ d'une histoire différente :

la Chine devait trouver sa propre voie. Mais la lecture fataliste va plus loin, transformant un échec historique en un verdict permanent sur un peuple. C'est l'étape que cet essai examine.

L'argument fataliste mérite d'être pris au sérieux, parce que l'échec qu'il désigne était réel. La République des débuts s'est bien effondrée. La question est de savoir ce que l'effondrement prouve. Une seule tentative ratée prouve que quelque chose a mal tourné dans cette tentative ; elle ne prouve pas, à elle seule, que le succès soit impossible pour toujours. Pour décider de ce que signifie l'échec, il faut séparer les causes. Cinq explications sont généralement entremêlées — la guerre, les finances, l'organisation, la force extérieure et la culture — et elles n'ont pas le même poids. Seule la dernière, la culture, pourrait étayer une affirmation sur le « jamais ». Les quatre premières sont des circonstances, et les circonstances changent.

La guerre : une république née dans le conflit armé

La République de Chine a été proclamée en 1912 dans un pays qui venait de mener une révolution et qui était sur le point d'en mener bien d'autres. Yuan Shikai, le premier homme fort effectif de la République, s'est employé à concentrer le pouvoir, a tenté de restaurer la monarchie en 1915–1916, et est mort en 1916 ; après sa mort, l'autorité centrale s'est brisée et le pays est entré dans l'ère des seigneurs de la guerre, avec des commandants militaires régionaux contrôlant les provinces et se combattant les uns les autres. L'Expédition du Nord de 1926–1928 a fini par rétablir un gouvernement central à Nankin, mais seulement après plus d'une décennie durant laquelle aucune institution civile n'avait un monopole sûr sur la force.

Cela compte parce que les institutions démocratiques ont besoin d'une condition minimale qu'il est facile de négliger : ceux qui perdent une élection, un vote parlementaire ou un différend ministériel doivent accepter le résultat au lieu de prendre les armes. Là où les armées répondent à des commandants régionaux plutôt qu'à un gouvernement civil, un parlement peut débattre autant qu'il veut ; ses décisions ne sont appliquées que là où les généraux le permettent. Les parlements de la République des débuts n'ont pas été défaits dans l'argumentation. Ils ont été dissous, intimidés ou ignorés par des hommes en armes. C'est un échec du monopole de la violence, et non un échec de la capacité chinoise à voter. Toute société — européenne, américaine ou asiatique — verrait

ses parlements échouer dans les mêmes conditions. Le test n'a pas été mené dans des conditions équitables, et une expérience menée dans des conditions impossibles ne prouve rien sur les sujets.

Les finances : un État qui ne pouvait pas payer pour lui-même

Une deuxième cause, plus discrète, était l'argent. Un État démocratique a besoin de recettes qu'il contrôle, collectées par des institutions que le gouvernement lui-même gère, suffisantes pour payer les fonctionnaires, les soldats et les juges sans dépendre de la bonne volonté des créanciers ou des puissances étrangères. La République des débuts ne les a jamais eues. Son gouvernement central était chroniquement à court de fonds, dépendant des prêts étrangers et incapable de collecter les impôts de manière fiable dans les provinces contrôlées par des militaires. Les Douanes maritimes, l'une des plus grandes sources de recettes, étaient administrées sous supervision étrangère, et leurs recettes étaient gagées au service des dettes étrangères. Un gouvernement qui ne peut pas payer sa propre armée ne peut pas la commander ; un parlement qui ne peut pas financer ses propres décisions ne peut pas gouverner.

Le point n'est pas que la Chine était pauvre — la pauvreté seule n'a jamais empêché un gouvernement démocratique — mais que la machinerie fiscale de l'État n'était pas entre les mains de l'État lui-même. Un parlement sans trésor est une société de débat. Là encore, il s'agit d'un défaut institutionnel remédiable, et non d'un trait culturel. Les États modernes de toutes sortes, y compris la République de Chine à Taïwan (ROC (Taïwan)) dans ses décennies ultérieures, ont d'abord construit leur capacité fiscale et ont vu ensuite une compétition démocratique stable suivre ; l'ordre compte, et la République des débuts n'a jamais pu le suivre.

L'organisation : des partis sans racines

Une troisième cause était organisationnelle. Les partis politiques de la République des débuts étaient, pour la plupart, de petits cercles d'hommes instruits dans quelques villes, et non des organisations de masse avec des sections, des membres et des racines locales. Des élections ont eu lieu, mais l'électorat était étroit, les partis avaient peu de présence en dehors des ports de traité et des capitales provinciales, et la loyauté politique suivait souvent des réseaux personnels plutôt que des programmes. Quand Yuan Shikai s'en est pris au parlement, aucune

organisation nationale n'était capable de le défendre à la fois dans la rue, dans la presse et dans les provinces. Le Parti nationaliste (Kuomintang) a plus tard construit une telle organisation — et l'a utilisée, après 1928, pour gouverner en État à parti unique plutôt que pour restaurer la compétition.

Là aussi, c'est un fait contingent sur un moment particulier. L'organisation politique est une compétence et une infrastructure, et elle peut se construire. Le Mouvement du 4 mai 1919 a montré que de nouvelles formes d'organisation — associations étudiantes, revues, syndicats, chambres de commerce — émergeaient déjà. Le fait qu'elles n'aient pas encore été assez fortes en 1913 ou en 1916 dit quelque chose de leur jeunesse, et non de la question de savoir si le peuple chinois peut s'organiser. Une génération plus tard, la même société a produit des partis de masse, des syndicats et des associations civiques de toutes sortes.

La force extérieure : une république sous pression étrangère

Une quatrième cause est celle que l'on omet le plus souvent dans le récit fataliste : la puissance étrangère. La République des débuts fonctionnait sous les traités inégaux, avec des concessions étrangères, l'extraterritorialité et le contrôle étranger des recettes clés. En 1915, le Japon a présenté les Vingt et une demandes, cherchant à étendre son contrôle sur la Chine ; en 1919, le règlement de Versailles a transféré les droits de l'Allemagne au Shandong au Japon plutôt que de les rendre à la Chine, déclenchant les protestations du 4 mai. Les puissances étrangères ont armé des seigneurs de la guerre rivaux, prêté de l'argent à la faction qui servait leurs intérêts, et sont intervenues chaque fois que leurs privilèges étaient menacés.

Aucune démocratie nouvelle et fragile ne gouverne bien pendant que des gouvernements étrangers arment ses rivaux et dictent des conditions à son trésor. La pression extérieure n'a pas créé les faiblesses de la République, mais elle a exploité et approfondi chacune d'entre elles. Juger l'expérience en ignorant les mains qui pesaient sur la balance, ce n'est pas de l'histoire ; c'est un procès truqué. Et là encore, la condition était temporaire. Les traités inégaux ont fini par être abolis, et les concessions étrangères ont été restituées. Quels qu'aient été les échecs de la République des débuts, c'étaient des échecs sous occupation de la souveraineté de l'État, et non dans son libre exercice.

La culture : l'explication qui devrait faire le travail

Reste l'explication culturelle — l'affirmation selon laquelle la culture chinoise, la hiérarchie confucéenne ou une prétendue préférence pour l'ordre plutôt que pour la liberté auraient rendu la démocratie impossible. C'est la seule explication qui pourrait étayer le mot « jamais », et c'est la plus faible des cinq.

Premièrement, elle n'explique pas du tout les événements. Rien dans le bilan de 1912–1928 n'exige une cause culturelle. La guerre, la faillite, des partis non organisés et l'intervention étrangère sont chacune suffisantes, ensemble elles sont accablantes, et elles sont toutes documentées sans aucun recours au caractère national. Une explication culturelle qui n'ajoute rien à ce que les causes matérielles expliquent déjà est redondante.

Deuxièmement, la culture n'est pas figée. La même tradition confucéenne qu'invoque le fataliste contient de fortes traditions de remontrance contre les dirigeants, du bien-être du peuple comme mesure du gouvernement, et de résistance à la tyrannie. Les intellectuels chinois de la fin des Qing et du début de la République — les réformateurs de 1898, les révolutionnaires de 1911, la génération du 4 mai — ont puisé à la fois dans les idées chinoises et étrangères pour exiger un gouvernement constitutionnel. Une culture qui produit à la fois la demande de démocratie et les institutions pour la poursuivre ne peut pas être décrite comme intrinsèquement hostile à celle-ci.

Troisièmement, et de manière décisive, la prédiction a été testée depuis — et elle a échoué. La ROC (Taïwan) a levé la loi martiale en 1987, tenu sa première élection présidentielle directe en 1996, et a depuis connu des alternances pacifiques répétées du parti au pouvoir. Le peuple de Taïwan est chinois par la langue, la structure familiale et l'héritage culturel ; sa pratique démocratique est réelle, compétitive et durable. Il en va de même dans la région élargie : le Japon a construit une démocratie parlementaire après la Seconde Guerre mondiale, et la Corée du Sud s'est démocratisée après son mouvement de 1987. Si la culture était le destin, rien de tout cela ne serait arrivé. L'argument fataliste prédit que le peuple chinois ne peut pas soutenir la démocratie ; les preuves des quatre dernières décennies montrent qu'il le peut et le fait.

Ce que l'échec prouve réellement

L'échec de la fin des Qing et du début de la République prouve quelque chose de réel, mais de plus étroit que ce que prétend le fataliste. Il prouve qu'importer les

formes extérieures de la démocratie — un parlement, des partis, un président — ne suffit pas. Les institutions ont besoin d'un État qui peut appliquer ses décisions, d'un trésor qu'il contrôle, d'organisations enracinées dans la société, et d'une souveraineté libre de toute dictée étrangère. La République des débuts n'avait rien de tout cela en mesure suffisante, et ses parlements se sont effondrés sous le poids de ce qui leur manquait.

C'est une leçon sur la construction de l'État, et non sur le caractère national. C'est aussi, notamment, une leçon que le livre blanc lui-même tire à sa manière : sa préface insiste sur le fait que la démocratie doit être jugée selon que le peuple gouverne réellement — « 要看人民有没有投票权，更要看人民有没有广泛参与权 » (« regardez non seulement si le peuple a le droit de vote, mais aussi s'il a de larges droits de participation ») — et qu'aucun modèle unique ne convient à tous les pays. Le fataliste lit mal l'histoire en traitant l'échec d'un modèle, dans les pires conditions, comme une preuve sur un peuple. L'histoire, lue attentivement, prouve le contraire : les conditions qui ont vaincu la République des débuts étaient remédiables, elles ont été remédiées à des égards importants, et là où elles l'ont été — le plus clairement en ROC (Taïwan) — le peuple chinois a construit et soutenu un gouvernement démocratique.

La fin des Qing et le début de la République ne prouvent pas que le peuple chinois ne pourra jamais être démocratique. Ils prouvent que la démocratie ne peut pas être construite sur un champ de bataille, sur un trésor vide et sous des canons étrangers — et que, quand ces conditions changent, le verdict change avec elles.

Sources

- **Source primaire (vérifiée en direct le 2026-11-19) :** 国务院新闻办公室《中国的民主》, 2021-12-04. https://bb.china-embassy.gov.cn/chn/xwdt/202112/t20211207_10463217.htm — passage de la section — cité ci-dessus (« 辛亥革命后，中国模仿议会制、多党制、总统制等西方政治制度模式的各种尝试都以失败告终 ») vérifié mot pour mot par rapport à l'original récupéré ; passage de la préface sur le jugement de la démocratie par la participation réelle (« 要看人民有没有投票权，更要看人民有没有广泛参与权 ») également vérifié mot pour mot. Toutes les autres affirmations historiques de cet essai sont des faits généraux et bien établis (révolution de 1911 ; République proclamée en 1912 ; tentative monarchique de Yuan Shikai en 1915–1916 et mort en 1916 ; ère des seigneurs de la guerre ; Expédition du

Nord 1926–1928 ; Mouvement du 4 mai 1919 ; Vingt et une demandes 1915 ; décision de Versailles sur le Shandong 1919 ; loi martiale de la ROC (Taïwan) levée en 1987 et première élection présidentielle directe en 1996 ; démocratie parlementaire du Japon d'après-guerre ; démocratisation de la Corée du Sud en 1987). Aucune statistique, date ou citation au-delà de celles-ci n'a été affirmée.

- **Renvoi CCE123 :** aucun inclus. Final 46 (brouillon d'inventaire CCE-042) : aucune URL en direct n'a pu être vérifiée sur le hub EN ni par recherche, et le verdict YD CCE-042 est de notoriété publique comme supplanté par le maître GPT1 publié — omis. Final 47 (brouillon d'inventaire CCE-043) : aucune URL en direct n'a pu être vérifiée — omis. Final 48 (brouillon d'inventaire CCE-044) : vérifié en direct sur https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/en-cce-044-demographic-structure-aging/ — mais l'article concerne la transition démographique et le vieillissement, ce qui ne chevauche pas ce sujet, donc aucun lien n'est imposé. La page du hub EN elle-même (https://freechina.live/china-news-updates/democracy-civil-society/) n'a pas pu être récupérée (en amont « not found » le 2026-11-19) ; le statut en direct des finals 46/47 reste donc non vérifié plutôt que confirmé absent.

Disponible aussi en : English · 简体中文 · 繁體中文 · Deutsch · Español